



**HAL**  
open science

## Soudan : à qui profite l'aide humanitaire ?

Marc Lavergne, Weissman Fabrice

### ► To cite this version:

Marc Lavergne, Weissman Fabrice. Soudan : à qui profite l'aide humanitaire?. F. Weissman. A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire, Flammarion, pp.145-167, 2003, Populations en danger. halshs-00530200

**HAL Id: halshs-00530200**

**<https://shs.hal.science/halshs-00530200>**

Submitted on 27 Oct 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# À L'OMBRE DES CHIFFRES JUSTES

Sous la direction de Fabrice  
L'ordre international, la justice  
et l'action humanitaire



Frammarion

Populations en danger

Paris, 1992.

# À L'OMBRE DES GUERRES JUSTES

L'ordre international cannibale  
et l'action humanitaire

Sous la direction de Fabrice Weissman

FLAMMARION

## Sommaire

INTRODUCTION : L'ordre international cannibale et l'action humanitaire, <i>Dr. Jean-Hervé Bradol</i> .....	13
SITUATIONS.....	33
I. L'intervention.....	35
1. Timor : mieux vaut tard que jamais..., <i>Gil Gonzalez-Foerster</i> .....	37
2. Sierra Leone : la paix à tout prix, <i>Fabrice Weissman</i> .....	53
3. Afghanistan : des talibans aux soldats missionnaires, <i>François Calas et Pierre Salignon</i> .....	75
II. L'implication.....	97
4. Corée du Nord : nourrir le totalitarisme, <i>Fiona Terry</i> .....	99
5. Angola : malheur aux vaincus !, <i>Christine Messiant</i> .....	119
6. Soudan : à qui profite l'aide humanitaire ?, <i>Marc Lavergne et Fabrice Weissman</i> .....	145
III. L'abstention.....	169
7. Liberia : un chaos orchestré, <i>Jean-Hervé Jézéquel</i> .....	171
8. Tchétchénie : l'éradication de l'ennemi intérieur, <i>Thorniké Gordadzé</i> .....	191
9. République démocratique du Congo : des victimes sans importance, <i>Marc Le Pape</i> .....	217
10. Colombie : la violence contre la politique, <i>Michel Agier</i> .....	235

## CHAPITRE 6

# Soudan : à qui profite l'aide humanitaire ?

*Depuis 1983, la guerre civile qui ravage le Soudan a fait des centaines de milliers de morts, déclenché plusieurs famines et contraint des millions de Soudanais à s'exiler dans leur propre pays ou à trouver refuge à l'étranger. L'imposante opération de secours (OLS, Operation Lifeline Sudan) lancée en 1988 par les Nations unies avec la participation de nombreuses ONG a montré ses limites. Les belligérants ont développé un véritable savoir-faire en matière de contrôle et de captation des ressources humanitaires, lesquelles en arrivent à jouer ainsi un rôle clé dans l'économie politique du conflit. De leur côté, les États occidentaux utilisent l'aide comme un instrument de pression politique, sans se préoccuper du sort des victimes de la guerre. En conséquence, les opérations d'assistance sont d'une efficacité limitée pour les populations civiles, souvent sacrifiées aux objectifs politiques et militaires des différents acteurs du conflit. Soucieuses dans leur grande majorité de maintenir une présence à n'importe quel prix ou presque, les organisations d'assistance portent une lourde responsabilité dans ce dévoiement.*



## Guerre froide et milices tribales

Depuis son accession à l'indépendance en 1956, le Soudan a connu à peine dix années de paix. Le long conflit interne traduit, en grande partie, la difficulté à concevoir un État soudanais susceptible d'associer sur un pied d'égalité toutes les composantes ethniques et religieuses de l'ancien condominium anglo-égyptien (1899-1956). Plus grand pays d'Afrique, le Soudan compte 31 millions d'habitants, plus de 500 ethnonymes et une centaine de langues. Il est caractérisé par une grande diversité religieuse de même que par une pluralité des pratiques au sein de chaque religion (musulmane, chrétienne et animiste). Dans cette mosaïque, la culture arabo-musulmane est largement dominante. Sa suprématie est à la fois numérique – 70% de la population a l'arabe pour langue maternelle ou l'islam pour religion – et symbolique, les populations chrétiennes-animistes originaires du Sud-Soudan étant l'objet de représentations dévalorisantes dans la culture dominante. Avant même l'indépendance, les clés du pouvoir central ont été remises aux tribus du nord de la vallée du Nil qui se considèrent comme les maîtres légitimes du pays. Bien que l'essentiel des richesses naturelles (notamment pétrolières) soient au sud, c'est au Nord-Soudan qu'a été allouée la quasi-totalité des investissements publics et privés au cours des cinquante dernières années. L'ostracisme qui frappe les Sud-Soudanais – et dans une moindre mesure les populations musulmanes éloignées du pouvoir central (Furs à l'ouest, Bejas au nord-est, Funjs à l'est, etc.) – alimente, sous différentes formes et avec une intensité variable, le conflit qui traverse l'histoire du pays depuis 1955.

En mai 1983, la remise en cause d'un accord de paix conclu entre une première rébellion sudiste indépendantiste et le gouvernement central déclenche une nouvelle insurrection dans la bouvette du Haut-Nil, majoritairement peuplée de Nilotes (Nuers, Dinkas, Shilluks). Elle s'organise, sous l'égide d'un ancien colonel de l'armée gouvernementale, John Garang, en Armée et Mouvement de libération des peuples du Soudan (SPLA/M). Son



objectif affiché n'est pas la sécession du Sud mais un partage équitable du pouvoir au sein d'un « nouveau Soudan », uni et laïque, garantissant l'égalité de tous les citoyens. Le conflit s'inscrit d'emblée dans le cadre de la guerre froide. Le SPLA bénéficie du soutien militaire du régime du Derg éthiopien, allié de l'URSS. Pour sa part, le gouvernement soudanais est appuyé par les monarchies du Golfe et les puissances occidentales cherchant à « endiguer le communisme » dans la Corne de l'Afrique.

Le SPLA s'empare en quelques années de la quasi-totalité du territoire du Sud, à l'exception des villes principales. Incapable de faire face à la menace rebelle, le gouvernement décide en 1986-1987 d'armer des milices tribales, recrutées dans les rangs des tribus nomades arabisées et islamisées de l'Ouest. Les *murahilins*, hordes de cavaliers munis d'armes automatiques, sont lâchés contre la population civile du Sud. Ils rasant les villages et pillent le bétail, provoquant d'importants déplacements de population et une famine qui fait plus de 500 000 morts, essentiellement parmi les Dinkas. Sur le plan militaire, la politique des milices tribales ne donne pas les résultats escomptés et le SPLA poursuit sa progression face à une armée démunie et désorganisée. Alors que le gouvernement envisage d'entamer des négociations de paix, il est déposé par un coup d'État militaire qui porte le Front national islamique (FNI) au pouvoir, le 30 juin 1989.

### Le « projet civilisationnel » d'un « État voyou »

Mêlant tradition locale et modernité islamiste, le FNI entend « ré-islamiser » la société soudanaise (notamment en imposant la charia sur l'ensemble du territoire) et faire du Soudan le leader d'un nouvel ordre islamique mondial, indépendant

et pop  
conflit  
Sud à  
auréol  
tourne  
suite  
tigrées  
les ba  
dispar  
puyait  
scissio  
tisme  
claniqu  
geant:  
Parmi  
dépen  
Nuers  
résiste  
factio  
de Kl  
plétiv  
régim  
sudist  
ciere  
trouv  
effet,  
intern  
guéril  
consi  
lutior  
trois j  
et en  
sont l  
ricain  
allié



et populaire. Pour le nouveau régime, il n'y a d'autre issue au conflit intérieur que la victoire militaire et la soumission du Sud à son « projet civilisationnel ». La guerre est désormais auréolée du titre de « jihad ». Mais la fortune des armes ne tourne au profit des troupes gouvernementales qu'en 1991, à la suite du renversement du Derg éthiopien par les guérillas tigréenne et érythréenne, soutenues par Khartoum. Alors que les bases arrière de la rébellion sont expulsées d'Éthiopie, la disparition de l'aide extérieure sur laquelle John Garang s'appuyait pour contrôler le mouvement déclenche une série de scissions. Dénonçant l'autoritarisme de leur chef et le favoritisme dont bénéficient les officiers appartenant aux segments ethniques dont il est originaire (les Dinkas-Bors), plusieurs dirigeants du SPLA font défection, avec armes et combattants. Parmi les factions dissidentes, le SSIM (Mouvement pour l'indépendance du Sud-Soudan, majoritairement composé de Nuers) s'affirme rapidement comme la plus puissante. Afin de résister aux troupes loyales au SPLA, le SSIM et les autres factions dissidentes acceptent une aide militaire et économique de Khartoum, jusqu'à devenir progressivement des forces supplétives de l'armée soudanaise. La guerre opposant le SPLA au régime se double ainsi d'un conflit interne entre mouvements sudistes, amplement manipulé par le pouvoir central.

Tandis que le gouvernement reçoit en 1992 une aide financière de l'Iran pour rééquiper ses troupes, John Garang se trouve rapidement de nouveaux parrains internationaux. En effet, la poursuite du programme politique du FNI à l'échelle internationale conduit Khartoum à soutenir des mouvements de guérilla hostiles aux régimes érythréen, éthiopien et ougandais, considérés comme autant d'obstacles à l'expansion de la révolution islamiste en Afrique. Au milieu des années 1990, ces trois pays rompent leurs relations diplomatiques avec le Soudan et entreprennent d'apporter un soutien décisif au SPLA. Ils y sont fortement encouragés par la nouvelle administration américaine, entrée en fonction en janvier 1993.

Pour Bill Clinton et son équipe, le Soudan n'est plus un allié de la guerre froide, mais un « État voyou » (*rogue state*),

devenu « la Mecque du terrorisme international », et coupable de violations des droits humains à l'encontre des « populations chrétiennes du Sud-Soudan ». Le Soudan s'est aligné aux côtés de Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe. De plus, il héberge une kyrielle d'organisations politiques transnationales, parfois terroristes, farouchement hostiles au « nouvel ordre mondial » promu par les États-Unis (en particulier dans la sphère arabe). Carlos, Oussama ben Laden, Cheikh Omar Abdel-Rahman (reconnu coupable des premiers attentats contre le World Trade Center en 1993), certains responsables du Hamas et du Jihad palestiniens figurent parmi les hôtes du régime soudanais. Outre le soutien qu'ils accordent aux États voisins appuyant le SPLA, les États-Unis encouragent les Nations unies à voter en 1996 une série de sanctions contre Khartoum qui refuse d'extrader des suspects impliqués dans une tentative d'assassinat contre le président égyptien Hosni Moubarak à Addis-Abeba en juin 1995. Après les attentats meurtriers contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salam en 1998, les États-Unis bombardent une usine pharmaceutique de la banlieue de Khartoum, accusée – à tort, semble-t-il – de fabriquer des armements chimiques. Pour Washington, le Soudan du FNI et l'Afghanistan des talibans sont les principaux soutiens internationaux de ben Laden. Parmi les États occidentaux, seule la France conserve des relations cordiales avec Khartoum qui offre d'exfiltrer Carlos et de servir de canal de communication avec les islamistes algériens, en échange du soutien militaire, diplomatique et économique de Paris.

### Le facteur pétrolier

De plus en plus isolé sur la scène internationale, le gouvernement soudanais signe en 1998 un protocole de paix (« la paix de l'intérieur ») avec le SSIM et cinq autres factions dissidentes du SPLA, principalement implantées dans la région du Haut-

Nil. Censé m  
l'accord per  
tantes resso  
1970. Plusie  
ment chinoi  
sions aband  
achèvent, d  
zones d'exp  
production  
bler le budg  
devises. Kh  
résister plu  
tionales vis

Cette  
gner des pc  
vers une p  
rités souda  
les lobbies  
américain)  
avec force  
soutien au  
de nombre  
faibles tent  
plus de co  
nités com  
teur pétro  
asiatiques  
américain  
d'un renf  
pensent q  
niers esti  
actuel il  
que le ré  
matiques  
Malaisie,  
raient l'a  
Dan

Nil. Censé manifester le désir de paix des autorités soudanaises, l'accord permet surtout de sécuriser une région où d'importantes ressources pétrolières ont été découvertes dans les années 1970. Plusieurs compagnies occidentales et asiatiques (notamment chinoises) relancent la production d'anciennes concessions abandonnées en 1983 dans la région de Bentiu, puis achèvent, dès 1999, la construction d'un oléoduc reliant les zones d'exploitation au terminal pétrolier de Port-Soudan. La production d'hydrocarbures permet au gouvernement de doubler le budget de la Défense et de reconstituer ses réserves en devises. Khartoum peut ainsi intensifier son effort de guerre et résister plus efficacement aux pressions économiques internationales visant à entraver la consolidation du régime.

Cette nouvelle donne incite l'Union européenne à s'éloigner des positions de l'administration américaine et à s'orienter vers une politique d'« engagement constructif » avec les autorités soudanaises. Washington se retrouve dans l'embarras : si les lobbies ultra-conservateurs, le Black Caucus (lobby afro-américain) et les militants des droits de l'homme rappellent avec force que le Soudan est un « État-voyou » coupable de soutien au terrorisme, de « génocide contre les chrétiens » ou de nombreuses violations des droits humains, les milieux d'affaires tentent d'infléchir la position du Département d'État vers plus de compréhension à l'égard d'un pays offrant des opportunités commerciales non négligeables (notamment dans le secteur pétrolier) en passe d'être saisies par des opérateurs asiatiques, européens et canadiens. De fait, l'administration américaine se montre de plus en plus divisée entre partisans d'un renforcement de la pression sur le Soudan et ceux qui pensent que la « menace soudanaise » est surestimée. Ces derniers estiment qu'en l'absence d'alternative crédible au régime actuel il convient de reprendre langue avec Khartoum avant que le régime ne consolide ses relations économiques et diplomatiques avec la Chine et d'autres pays asiatiques (Indonésie, Malaisie, à fortes populations islamistes, elles aussi) qui pourraient l'aider à résister aux pressions de Washington.

Dans ces conditions, la guerre s'intensifie dans la région

du Haut-Nil, le SPLA essayant d'interrompre par tous les moyens la production d'hydrocarbures. Le partage de la rente pétrolière avive également les rivalités entre factions progouvernementales dont certaines rejoignent le SPLA au terme de sanglantes luttes intestines particulièrement meurtrières pour les populations civiles.

Parallèlement, le gouvernement poursuit son offensive de charme sur la scène internationale. En 1999, le fondateur du FNI, Hassan el-Tourabi, considéré par les puissances occidentales comme l'idéologue du terrorisme islamiste, est évincé de son poste de président de l'Assemblée. Il sera placé deux ans plus tard en résidence surveillée. Bien que le gouvernement compte

toujours de f  
le vice-prési  
progressiven  
de slogan à u  
les signes de  
dans l'espoir  
qui consolide

Si la répu  
tive dans les  
port de force  
région de Be  
(rebaptisé Sl

### Paix dans les monts Nouba ?

Les monts Nouba sont un ensemble de collines situées au centre du Soudan, dans une région à majorité arabo-musulmane. Leur population est composée d'une cinquantaine d'ethnies d'origine africaine dont la langue et la culture sont très diversifiées. L'islam, introduit anciennement, y est très répandu en dépit de l'activité de missionnaires chrétiens et d'une forte résistance de groupes attachés à leurs cultes animistes.

Victimes de discriminations raciales et de marginalisation économique, les jeunes intellectuels Noubas ont pris les armes au milieu des années 1980 et ont rejoint le SPLA. Les monts Nouba ont été exclus de la zone des opérations de l'OLS (voir p. 160-161) et soumis à un blocus de la part de Khartoum, tout en demeurant marginaux dans la stratégie du SPLA. La répression gouvernementale y a été dévastatrice. Armée régulière et milices locales ont rayé de la carte des dizaines de villages, massacrant la population ou la contraignant à l'exode vers les villes du Nord ou les *dar es salam*<sup>1</sup>, situés en contrebas des collines.

Cette situation, fortement médiatisée en Occident où elle est perçue comme emblématique des persécutions de Khartoum à

l'entente  
américain J  
gouverneme  
lable pour  
désengagen  
liberté de n  
tenues par  
et l'ouvertu  
respect est  
représentant  
Depuis un a  
le désarme  
taire parvie  
la légitimit  
par Khartou  
rougeole du

Dans l  
tation contr  
nationale e  
Nouba, dor  
civile épuis

1. « *Dar es salam* » : « villages de la paix ».

toujours de fervents militants de la révolution islamiste (comme le vice-président Ali Osman Mohamed Taha), le régime semble progressivement reléguer son « projet civilisationnel » au rang de slogan à usage politique interne. Le parti au pouvoir multiplie les signes de bonne volonté envers la communauté internationale dans l'espoir de bénéficier de financements et d'investissements qui consolideraient ses positions à la tête de l'État.

Si la répression politique tend à s'alléger de façon significative dans les villes du Nord, la guerre s'intensifie au Sud. Le rapport de force tourne début 2000 en faveur de Khartoum dans la région de Bentiu – et ce, malgré le revirement d'alliance du SSIM (rebaptisé SPDF, Front/Force démocratique des peuples du Sou-

l'encontre des « populations chrétiennes », a incité le sénateur américain John Danforth à inclure dans ses négociations avec le gouvernement et le SPLA un cessez-le-feu de six mois renouvelable pour la région. Signé en janvier 2002, celui-ci prévoit le désengagement des forces en présence, la fin des exactions, la liberté de mouvement de la population entre zones montagneuses tenues par les rebelles et plaines contrôlées par le gouvernement et l'ouverture de la région à l'aide humanitaire internationale. Son respect est assuré par une commission militaire composée de représentants des deux camps et d'observateurs internationaux. Depuis un an, le désengagement des forces a été réalisé, même si le désarmement des milices tribales reste à faire. L'aide alimentaire parvient désormais aux zones rebelles, mais le conflit entre la légitimité revendiquée par le SPLA et la souveraineté affirmée par Khartoum a empêché de juguler une épidémie meurtrière de rougeole durant l'été 2002.

Dans l'esprit du SPLA, ce cessez-le-feu n'est qu'une manifestation contrainte de bonne volonté à l'égard de la communauté internationale et non le prélude au règlement du problème des monts Nouba, dont le sort, quels que soient les vœux d'une population civile épuisée, reste suspendu au règlement global du conflit.

dan) qui regagne le giron du SPLA fin 2001. En outre, l'opposition armée subit le contrecoup de la guerre de 1998-2000 entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Cherchant à limiter le nombre de fronts où elles sont engagées, les autorités d'Addis-Abeba et d'Asmara renouent des relations plus ou moins cordiales avec Khartoum. L'Éthiopie et l'Érythrée se montrent de plus en plus prudentes dans leur soutien aux rebelles soudanais qui conservent néanmoins une force de frappe conséquente dans leurs bastions traditionnels du Sud.

L'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche en janvier 2001 est une bonne nouvelle pour le régime soudanais : proche des milieux d'affaires, cette administration laisse entrevoir une politique moins hostile envers le gouvernement. Cherchant à tirer parti de cette évolution – sans pour autant cesser de vilipender l'administration américaine dans son discours –, Khartoum invite la CIA à consulter les dossiers de ses services de renseignement sur les terroristes recherchés par les États-Unis. Après les attentats du 11 septembre, le Soudan proclame son innocence et affirme la rupture de toutes ses relations avec Oussama ben Laden depuis son départ en 1996. Malgré les pressions des lobbies conservateurs, le président Bush s'engage plus avant dans la recherche d'une solution pacifique à un conflit jugé déstabilisateur pour la région. La priorité n'est plus à l'isolement d'un régime coupable de « génocide contre les chrétiens », mais à la lutte contre le terrorisme à laquelle Khartoum propose de s'associer. Toujours méfiante, la Maison-Blanche nomme un envoyé spécial pour la région, John Danforth, chargé de jauger la sincérité des autorités soudanaises en les soumettant à un certain nombre de « tests » sur la question de la guerre au Sud-Soudan. Les efforts de l'administration américaine et de l'Union européenne permettront la signature d'un cessez-le-feu dans la région centrale des monts Nouba, enjeu hautement symbolique (voir encadré p. 152-153), et l'ouverture de nouvelles négociations de paix plus prometteuses à Machakos au Kenya.

La  
comme ur  
et d'artille  
d'opératio  
coptères d  
sont des n  
diers enco  
les opérat  
temps et l'  
sèche et c  
villes de g  
dans la pro  
que fait p  
sente. Kha  
nément l'e  
se formen  
qu'imprév

Quell  
à des repré  
villages «  
Exécutions  
tions, pilla  
taires, rec  
étude rétro  
frontières  
(milices tri  
vier 2001,  
de la popu  
liques et c  
population  
et de ravi  
protéger d  
à Wau, l'o  
ou les con

## La destruction des sociétés du Sud

La guerre est très meurtrière. Le SPLA est organisé comme une force quasi conventionnelle et dispose de blindés et d'artillerie lourde. Il mène une guerre de position ponctuée d'opérations de guérilla. Le gouvernement a recours à des hélicoptères d'attaque au sol extrêmement dévastateurs (les pilotes sont des mercenaires originaires de l'ex-URSS), des bombardiers encore peu précis et d'importantes unités mécanisées. Si les opérations militaires sont relativement localisées dans le temps et l'espace (elles se déroulent principalement à la saison sèche et dans la région du Nord-Bahr el-Ghazal, autour des villes de garnison de l'Équatoria, dans le sud du Nil Bleu et dans la province pétrolière du Haut-Nil occidental), la menace que fait planer la guerre sur la vie quotidienne est omniprésente. Khartoum a la maîtrise totale du ciel et bombarde impunément l'ensemble du territoire. Les attaques des milices qui se forment et se défont continuellement sont aussi brutales qu'imprévisibles.

Quelles que soient les forces en présence, elles se livrent à des repréailles massives contre les biens et les personnes des villages « ennemis » conquis au terme de violentes offensives. Exécutions sommaires, viols, enlèvements, incendie des habitations, pillage du bétail, destruction ou vol des réserves alimentaires, recrutement forcé, etc., suivent chaque victoire. Une étude rétrospective de mortalité réalisée par Médecins sans frontières a montré qu'à l'occasion d'un raid de  *Murahilins*  (milices tribales) contre un village du Bahr el-Ghazal le 21 janvier 2001, près d'un quart des villageois ont été exécutés (13 % de la population initiale) ou enlevés (9 %). Destructions symboliques et exactions ont notamment pour but de faire fuir les populations afin de priver le camp adverse de soutien populaire et de ravitaillement. Côté gouvernemental, il s'agit aussi de protéger des installations stratégiques : la voie ferrée qui mène à Wau, l'oléoduc qui achemine le pétrole jusqu'à la mer Rouge ou les concessions pétrolières du Haut-Nil occidental. Il s'agit

également de libérer des terrains pour les pasteurs arabisés alliés de Khartoum ou pour de grandes compagnies agricoles à capitaux arabo-musulmans (comme au sud de Damazine dans la région du Nil Bleu ou au Sud-Kordofan).

Au-delà de cette violence à visée stratégique, la guerre couvre désormais une multitude d'affrontements liés à la prolifération des milices. Les luttes intertribales, entre pasteurs du Sud et pasteurs islamisés formant les rangs des  *Murahilins*  ou entre milices sudistes, sont bien différentes par leur ampleur et leur signification des conflits traditionnels pour l'accès aux pâturages ou aux points d'eau. Au fil du conflit, la diffusion massive d'armes à feu, les divisions interclaniques fomentées par le gouvernement ainsi que la mise en place d'une économie

de préda  
factions  
de la fo  
guerres  
les hiéra  
tées –  
retour à  
Les  
leur équ  
qui écha  
Les itin  
pâturage  
vaccinat

#### Soldat et victime

Fin juillet 2001, une quarantaine de soldats du Mouvement de l'unité du Sud-Soudan (SSUM, milice pro-Khartoum) sont hospitalisés dans la clinique de Médecins sans frontières à Bentiu dans le Haut-Nil. Tous ont été recrutés de force cinq ou six mois auparavant. Le plus jeune, Simon, a douze ans : il pèse 32 kg pour 1,72 m. Tous présentent des signes de malnutrition sévère aggravés d'anémies, de diarrhées sanglantes, d'œdèmes ou de tuberculose. La plupart ne peuvent plus marcher et restent couchés toute la journée.

Le 21 août, cinq combattants hospitalisés profitent de la nuit pour s'évader. La réaction du SSUM est immédiate et brutale : des miliciens en armes investissent la clinique, avec ordre d'embarquer les trente-quatre soldats encore sous traitement. MSF négocie un compromis : l'officier du SSUM sera accompagné du médecin MSF pour juger de l'état de santé des malades. La négociation au cas par cas est difficile et cruelle. L'officier décide que vingt-quatre soldats sont « aptes » et les embarque aussitôt. L'un d'eux est incapable de marcher. Après plusieurs tentatives pour grimper dans le pick-up, il s'effondre sur le sol. Neuf combattants sont restés dans la clinique. La surprise d'être encore là se lit dans leurs yeux. Leurs regards,

insonda  
dépité de  
En  
dans le  
nement  
de mau  
tation, c  
de désé  
D'autre  
à la nu  
croiser  
raient d  
sions, é  
que s'a  
les men  
malade  
ganisati  
mains c  
continu  
Bentiu  
milices.



de prédation associant négociants en bétail du Nord et chefs de factions ont brisé les institutions qui régulaient autrefois l'usage de la force. Alors que les conflits traditionnels se muent en guerres inexpiables, la diffusion d'armes modernes bouleverse les hiérarchies sociales et politiques au sein des sociétés affectées – ce qui rend d'autant plus problématique un éventuel retour à la paix sur la base de l'ancien ordre social.

Les institutions sur lesquelles les sociétés rurales fondaient leur équilibre sont ainsi balayées. Chez les pasteurs, les troupeaux qui échappent aux razzias ont difficilement accès aux herbages. Les itinéraires de transhumance sont coupés par l'insécurité, les pâturages sont parfois minés, et l'impossibilité de procéder aux vaccinations entraîne une recrudescence des épizooties. Quant aux

insondables et résignés, sont difficiles à soutenir. La nuit suivante, en dépit de leur état, deux d'entre eux parviendront à s'échapper.

Enrôlés de force parmi les populations Nuer locales ou émigrées dans les grandes villes du Nord, les miliciens sudistes progouvernementaux sont soumis à un régime d'une extrême brutalité, à base de mauvais traitements, d'entraînement intensif et de sous-alimentation, destiné à briser leur résistance. Certains prennent le risque de désertir sachant qu'ils encourent la mort en cas de capture. D'autres se vengent de leur existence misérable sur la population : à la nuit tombée, les déplacés de Bentiu se terrent, craignant de croiser la route de combattants imbibés d'alcool frelaté qui risqueraient de les bastonner, de les dépouiller de leurs maigres possessions, de les violer ou de les recruter. Les enrôlements n'ont fait que s'amplifier en 2002-2003. Si MSF est parvenu à faire libérer les membres de son personnel local et à exiger que les combattants malades ne soient pas tous réincorporés avant d'être guéris, l'organisation est souvent contrainte de remettre ces jeunes Nuers aux mains de leurs bourreaux. Tel est le prix effroyable à payer pour continuer à nourrir et soigner les quelque 50 000 civils réfugiés à Bentiu dans l'espoir d'échapper aux combats et à l'emprise des milices.

opérations agricoles, elles sont rendues très aléatoires par le déplacement continu des lignes de front. En outre, les champs cultivés sont un objectif de guerre privilégié en période de récoltes. Les famines récurrentes qui frappent le Sud tiennent bien plus aux opérations militaires, au pillage des récoltes, au vol du bétail, au recrutement forcé des jeunes hommes et aux déplacements de population qu'aux aléas climatiques régulièrement mis en avant par la plupart des acteurs humanitaires.

Face aux attaques répétées des villages et à leur cortège de violences, la fuite devient la seule échappatoire : à l'étranger, vers l'Ouganda, le Kenya, l'Éthiopie ou la République centrafricaine, qui hébergent 490 000 réfugiés soudanais ; les camps qui les abritent sont le plus souvent des bases arrière du SPLA – et par conséquent des objectifs militaires susceptibles d'être attaqués, comme au Nord-Ouganda, par la rébellion de la Lord Resistance Army (LRA). Fuite aussi vers les grandes villes du Nord ou du Sud, fréquemment soumises à l'arbitraire des milices progouvernementales qui rançonnent et violentent impunément la population sudiste. Khartoum et les grandes agglomérations du Nord accueillent plus de 2 millions de personnes déplacées, selon les Nations unies. Elles se sont entassées dans de vastes extensions urbaines misérables, formées d'abris précaires, progressivement transformés en cases en dur. Plusieurs milliers d'entre elles ont été transférées de force dans des *dar es salam*, installés à plusieurs kilomètres de la capitale, aux portes du désert. Le gouvernement est partagé entre deux attitudes : tenir le maximum de gens du Sud éloignés de leurs terres, et les soumettre à un processus d'arabisation et d'islamisation ; ou expulser cette population difficile à assimiler, potentielle « cinquième colonne » qui véhicule des modes de vie contraires à ceux que les islamistes entendent imposer à la population du Nord. Après avoir tenté, en vain, de repousser les déplacés, le gouvernement a opté pour un contrôle sécuritaire très strict de ces derniers. Mais les quartiers « sudistes » autour de Khartoum demeurent des

zon  
tura  
tativ  
au c  
cenc  
com

vari  
mou  
niqu  
par  
Didi  
souf  
les I  
mou  
nale  
ture  
milit  
civil  
SRR  
bran  
trum  
natic  
de M  
lutte  
direc  
leque

lienn

zones de misère, de chômage massif et de répression. La destruction des sociétés du Sud est cependant tempérée par des tentatives de recomposition : on assiste à une montée de l'adhésion au christianisme et à des formes nouvelles de solidarité qui transcendent les clivages ethniques pour prendre en compte la communauté de destin entre voisins.

Les conditions de vie dans les zones SPLA sont éminemment variables selon l'endroit et les populations considérés. En effet, le mouvement est dominé par les Dinkas dont les solidarités claniques s'exercent au détriment des autres groupes. En Équatoria, par exemple, pasteurs et guerriers Toposas de l'Est, montagnards Didingas du Centre ou agriculteurs Zandés de l'Ouest ont tous à souffrir du comportement prédateur de la soldatesque dominée par les Dinkas, et entrent fréquemment en révolte contre la férule du mouvement. En outre, malgré la tenue d'une « convention nationale » à Chukudum en 1994, censée initier un semblant d'ouverture démocratique, le SPLA est resté un mouvement strictement militaire, doté d'un impitoyable appareil de sécurité. Son aile civile, le SPLM, n'en constitue qu'un appendice, tout comme le SRRA (Association soudanaise de secours et de réhabilitation), branche « humanitaire » du mouvement, qui sert avant tout d'instrument de contrôle de la population et de captation de l'aide internationale. Le SPLA a été influencé par son passage par l'Éthiopie de Menguistu et ses cadres ont été formés à l'école soviétique : la lutte de libération est conçue comme un processus dans lequel les directives doivent venir du haut, sous forme autoritaire, et dans lequel la société civile doit être mise au service des combattants.

### Les organisations humanitaires au service de la diplomatie

Depuis la famine de 1985 qui frappa les régions sahé-  
liennes et plus encore celle de 1987-1988 qui fit 500 000 vic-

times, le Soudan est l'objet d'une attention humanitaire toute particulière. Son image de « pays maudit » se « vend bien », les opinions publiques, les médias et les bailleurs de fonds occidentaux étant sensibles à la problématique « chrétiens/musulmans », qui remplace celle de la désertification du Sahel au tournant des années 1990, et qui prend régulièrement la forme d'une condamnation unilatérale du régime nord-soudanais. De plus, le Soudan est le terrain d'une vaste et originale opération de secours patronnée par les Nations unies : l'« Operation Lifeline Sudan » (OLS). Lancée fin 1988, l'OLS repose sur un accord tripartite entre le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), le gouvernement du Soudan et le SPLA. Cet accord, étendu ultérieurement à d'autres factions sudistes (comme le SSIM), est censé autoriser l'acheminement des secours humanitaires en toute impartialité et dans toutes les zones de conflit.

Les règles de fonctionnement de l'OLS engagent strictement les agences des Nations unies et la quarantaine d'ONG qui ont choisi de bénéficier du cadre légal et des facilités logistiques fournis par l'opération (pont aérien, base arrière de Lokichokio au Nord-Kenya, veille sécuritaire, etc.). Or deux de ces règles contreviennent aux principes élémentaires de toute action humanitaire. D'une part, le gouvernement se voit reconnaître un droit de veto sur la désignation des lieux de livraison des secours : il peut arbitrairement interdire les vols humanitaires à destination de populations affectées par la faim ou les violences, et masquer des zones entières aux regards des témoins étrangers. D'autre part, l'OLS a signé en 1995 avec le SPLA un accord reconnaissant à son bras humanitaire, le SRRA, une place primordiale dans l'organisation des secours et le contrôle des distributions. Bien qu'il soit la branche d'un mouvement insurrectionnel dominé par une culture martiale implacable, le SRRA est considéré comme un partenaire et un acteur humanitaire à part entière auquel est confiée la responsabilité de garantir que l'aide est distribuée « en toute neutralité » et en l'absence de « tout intérêt politique, militaire ou stratégique ».

En pratique, l'OLS est quasiment absente des zones gou-

vernementa  
encadrées p  
des témoins  
étrangères e  
jet civilisati  
cer du terr  
d'efficacité  
doivent se  
population  
armées, cor  
et leur pré  
locales (co  
des populat  
tuarisation  
d'aide sont  
épuisant a  
res », afin  
d'être mar  
mandat hu  
vent accus  
naires du S  
un nouvel  
ment liées  
Relief Age  
nées, qui o  
gnent l'ass  
l'islamisa  
drillage et  
coercition

En z  
source cor  
pour le m  
l'OLS au  
des secur

1. Vo  
p. 329-343.

vernementales où les opérations humanitaires sont strictement encadrées par le régime. Pour Khartoum, les ONG sont à la fois des témoins gênants, des instruments à la solde de puissances étrangères et les porteurs d'une idéologie contraire à son « projet civilisationnel ». La priorité du pouvoir est donc de les évincer du terrain, en opérant une sélection stricte, sous couvert d'efficacité professionnelle. Celles qui sont autorisées à opérer doivent se plier à une série de contraintes : leur accès à la population est sévèrement restreint (des théâtres d'opérations armées, comme la mer Rouge ou le Nil Bleu, leur sont interdits) et leur présence doit être utile à l'État ou aux institutions locales (comme à Bentiu, où les ONG contribuent à la fixation des populations déplacées en des lieux déterminés et à la sanctuarisation humanitaire de positions stratégiques). Les agences d'aide sont donc engagées dans un bras de fer permanent et épuisant avec des institutions gouvernementales « partenaires », afin d'accéder aux populations les plus à risque en évitant d'être manipulées à des fins foncièrement contraires à leur mandat humanitaire. Face à ces organisations occidentales, souvent accusées de chercher à évangéliser les populations originaires du Sud ou à convertir des musulmans, le régime favorise un nouvel évergétisme islamique, porté par des ONG étroitement liées au régime : al-Da'wa al-Islamiya, Islamic African Relief Agency (IARA), al-Muaffaq, etc. Ces institutions fortunées, qui opèrent de l'ex-Yougoslavie au Cachemire, accompagnent l'assistance qu'elles fournissent de pressions en vue de l'islamisation de la population du Sud, tout en assurant un quadrillage et une formation idéologique qui ne sont dénués ni de coercition ni de brutalité<sup>1</sup>.

En zone SPLA, l'aide humanitaire représente une ressource considérable, non pas tant pour la population civile que pour le mouvement rebelle. Grâce au rôle central accordé par l'OLS au SRRA dans l'évaluation des besoins et la distribution des secours, ce dernier peut détourner une part significative de

1. Voir A. R. Gandhour, « Les missionnaires modernes de l'Islam », p. 329-343.

l'assistance au profit de l'armée rebelle et des notables locaux. Les méthodes sont multiples : pillage pur et simple des stocks alimentaires au cours d'attaques simulées déclenchant une évacuation préventive des travailleurs humanitaires, inflation démesurée du nombre de bénéficiaires que seul le SRRA est habilité à recenser, détournements systématiques opérés avant la distribution, racket des civils contraints à transporter dans les entrepôts du SPLA les rations alimentaires qu'ils viennent de recevoir, etc. Parallèlement à ces détournements, le SRRA impose aux organismes d'aide de lui rétrocéder une part de leur budget au travers d'un système de taxation, formalisé dans un « *memorandum of understanding* » officiel, servant à financer les services de contrôle et de captation de l'aide (opérateurs radio SRRA, département des « visas », etc.). Le bras « humanitaire » du SPLA bénéficie également de financements directs au travers de projets dits de « *capacity building* » (« renforcement des capacités ») censés améliorer son fonctionnement au nom d'une meilleure efficacité de l'aide.

Par ailleurs, le SRRA encadre plus encore que le gouvernement les opérations de secours. Il sélectionne les ONG en fonction de leur adhésion à sa politique, expulse sans retenue celles qui protestent bruyamment contre ses méthodes, pilote l'accès en fonction des priorités politiques ou militaires du SPLA et fait preuve d'une paranoïa aiguë à l'encontre des organisations humanitaires françaises (suspectées de sympathie pour Khartoum en raison des liens privilégiés de la France avec le gouvernement soudanais). La liberté de circulation en zone rebelle est extrêmement restreinte. Les travailleurs humanitaires sont en permanence escortés par des « officiers de liaison » qui épient leurs faits et gestes et tentent d'empêcher toute relation directe avec les populations locales, qu'ils assimilent à de l'espionnage.

Enfin, les organisations humanitaires sont utilisées par le SPLA comme un moyen de contrôle des populations et de sanctuarisation de ses positions stratégiques. Fermement invités à s'implanter à proximité des bases de la rébellion, les organismes de secours participent à la propagande du mouvement

en dénonçant le gouvernement soudanais, les rations militaires, pas l'éthique strictement appliquée. Cela a fait évoluer de sensiblement la position de ses donateurs, pour les donateurs occidentaux.

Le décalage est conséquent. En leur lieu et place, d'accès restreint à une précieuse nourriture, les régions éloignées des centres de détournement privent les populations de l'assistance humanitaire. Des tonnes de nourriture sont frappées de saisie, faute d'être encadrées par le SPLA. Et on en profite ou indirectement par le SRRA.

En conclusion, les convergences sont évidentes. En situation de crise, d'intérêt stratégique, l'assistance humanitaire d'urgence est utilisée par le SPLA pour combattre la famine.

Ghazal en 1998. Cette situation est amplement décrite et reconnue depuis la seconde moitié des années 1990. Pourtant, elle perdure. L'OLS, qui finance directement le SRRA (sans que ce manquement au principe élémentaire de neutralité ne lui pose problème), n'a jamais émis que de molles protestations. Ainsi en 1998, l'ONG Action contre la faim (ACF) s'est vu signifier son expulsion des zones SPLA pour « espionnage » : elle cherchait simplement à savoir pourquoi, en dépit de distributions alimentaires substantielles, il était impossible de réduire le taux de malnutrition dans les camps de déplacés de Labone (dont les résidents se décrivent eux-mêmes comme « les vaches à lait de John Garang »). L'OLS entérina la décision des autorités rebelles sans émettre la moindre désapprobation.

### **La famine de 1998 dans le Bahr el-Ghazal**

En décembre 1997, Kérubino Kwanin Bol, l'un des fondateurs du SPLA, qui s'était rallié au gouvernement à la fin des années 1980 décide de rejoindre à nouveau la rébellion. Originaire du Bahr el-Ghazal et connu pour sa brutalité, il tente de s'emparer de Wau, la capitale provinciale, et de plusieurs villes voisines. D'abord victorieux, il est délogé par une violente contre-offensive gouvernementale qui pousse des dizaines de milliers de Dinkas à fuir leurs foyers. De proche en proche, les combats gagnent les régions alentour, contraignant les populations à prendre la fuite. Environ 20 000 déplacés se rassemblent progressivement à Ajiep, petite localité de 1 500 habitants contrôlée par le SPLA, à quelques kilomètres de la ligne de front.

Une grave crise alimentaire se profile dès le printemps 1998, les résidents n'ayant que de maigres ressources et les déplacés quasiment aucune. Le gouvernement soudanais décide alors d'interdire les livraisons d'aide alimentaire. L'embargo dure pendant un mois, mais sa levée partielle fin février ne permet pas d'acheminer des secours suffisants en raison de la précarité des conditions de sécurité qui prévalent jusqu'à fin avril. L'OLS, fidèle aux

en dénonçant régulièrement les bombardements de l'armée gouvernementale qui font fi de la présence de civils délibérément rassemblés par la guérilla aux alentours de ses installations militaires. Si tous les employés du SRRA ne partagent pas l'ethos militariste du SPLA, leur marge de manœuvre est strictement limitée par leur encadrement. L'exemple du SPLA a fait école : chaque chef de guerre a fondé sa propre organisation de secours (le RASS, Relief Association for Southern Sudan, pour le SSIM/SPDF) qu'il s'évertue à faire reconnaître par les donateurs.

Le dévoiement des opérations de secours a pour première conséquence de faciliter la logistique des mouvements rebelles en leur livrant des stocks de nourriture par air dans des zones d'accès routier très difficile – voire impossible – et en proie à une précarité alimentaire chronique. Dans ces conditions, Khartoum a beau jeu de refuser l'acheminement de l'aide aux régions en crise, sachant qu'elle aboutit en grande partie dans les entrepôts des rebelles. Mais l'institutionnalisation des détournements a une conséquence beaucoup plus grave : elle prive les populations civiles des chances de survie qu'offrirait l'assistance humanitaire si elle leur parvenait. Ainsi, en dépit des tonnages amplement suffisants déversés à Ajiep dans le Bahr el-Ghazal à partir de juillet 1998, 10 % des enfants frappés par la famine sont morts en l'espace de trois mois, faute d'avoir reçu l'aide alimentaire qui leur était destinée (voir encadré p. 164-165). Dans le même temps, les entrepôts du SPLA – alors en pleine offensive militaire – ont été renfloués et on enregistrait un enrichissement notable de certains groupes ou individus entretenant des relations privilégiées avec le SRRA, le SPLA et leurs agents locaux.

En définitive, les pratiques du gouvernement et du SPLA convergent singulièrement au détriment de la population civile. En situation de crise alimentaire aiguë, il suffit au gouvernement d'interdire aux organismes de secours de livrer une aide alimentaire d'urgence (via son droit de veto sur les vols OLS) ou au SPLA de la détourner (via le SRRA) pour voir apparaître des famines de grande ampleur, comme celle qui a frappé le Bahr el-



On comprend facilement l'intérêt du principal bailleur de fonds au Sud-Soudan, les États-Unis, à la perpétuation d'un tel système. L'OLS est un moyen commode de soutenir indirectement une insurrection dirigée contre un régime jugé hostile – ou, du moins, extrêmement peu fiable. En permettant au SPLA de mener une guerre d'usure contre Khartoum, sans pour autant lui donner les moyens de l'emporter – ce qui déplairait à d'autres alliés des États-Unis, comme l'Égypte –, Washington poursuit une politique d'endiguement classique à l'encontre d'un « *rogue state* ». Le recours à l'assistance dite « humanitaire » lui permet d'éviter d'armer ou de financer directement le SPLA, ce qui serait plus difficile à justifier auprès du Congrès (qui a refusé en 2000 l'octroi d'une aide alimentaire

conventions qui la lient à Khartoum, se soumet à ce qui équivaut à la condamnation à mort de milliers de civils.

Fin avril les combats connaissent un répit, ce qui permet aux organisations humanitaires d'accéder plus librement à la zone. De mai à octobre 1998, 2 500 tonnes de nourriture sont larguées par air à Ajiép où l'on voit défiler plusieurs centaines de journalistes, d'experts et de travailleurs humanitaires. La famine n'est pas endiguée pour autant. Cinq mois après le début des opérations de secours, la moitié des enfants d'Ajiép souffrent toujours de malnutrition. Des enquêtes de mortalité rétrospectives estiment que, entre le 3 juin et le 28 septembre 1998, 3 000 personnes de plus sont mortes.

Conformément aux accords signés entre l'OLS et le SRRA, c'est le bras « humanitaire » de la rébellion qui distribue les secours par l'intermédiaire de « comités locaux » composés de « chefs traditionnels » supervisés par le SRRA. Les personnes déplacées étrangères au district ne reçoivent qu'une infime partie de l'aide qui leur est destinée et meurent en masse. Au total, la famine du Bahr el-Ghazal a fait plusieurs dizaines de milliers de morts tout en fournissant aux chefs de clans puissants et au SPLA l'occasion de renflouer leurs stocks de nourriture.

directe à la rébellion) et pourrait être considéré comme un *casus belli* par Khartoum. L'option du « blanchiment humanitaire » s'est en outre avérée un moyen de concilier à faible coût les intérêts divergents des milieux d'affaires et des lobbies ultra-conservateurs qui pèsent sur la politique étrangère américaine. L'Union européenne a longtemps maintenu une position similaire avant de dénoncer le comportement du SPLA à l'égard des ONG... au moment même où elle engageait un « dialogue constructif » avec Khartoum peu de temps après la remise en exploitation des gisements pétroliers.

Mais la persistance d'un mécanisme aussi pervers ne tient pas uniquement aux objectifs diplomatiques poursuivis par les puissances occidentales. Les acteurs humanitaires, agences de l'Organisation des Nations unies et organisations non gouvernementales, y trouvent également leur compte. La crise soudanaise est une véritable rente financière pour un grand nombre d'agences dont l'équilibre budgétaire ne serait pas atteint sans l'apport des importants volumes d'aide qu'ils gèrent au Sud-Soudan. Moins prosaïquement, un grand nombre d'organisations humanitaires adhèrent à la critique que leur adresse le SPLA pour qui « il est immoral de rester neutre face à la brutalité du régime nord-soudanais, qui cherche à islamiser de force les populations chrétiennes du Sud-Soudan ». Elles abandonnent ainsi toute neutralité humanitaire pour devenir des compagnons de route de la lutte de libération sud-soudanaise, reléguant au second plan leur mission d'assistance aux populations civiles. À cet égard, le cas le plus extrême est celui des organisations évangélistes – comme Christian Fellowship International ou Christian Solidarity International, véritables pendants des ONG islamiques du Nord – ayant pris fait et cause pour le SPLA au nom de la défense de la chrétienté face à l'islam conquérant. D'autres justifient les détournements opérés au profit des rebelles au motif que les distributions sont gérées par les « comités locaux » censés représenter la « société civile ». Aller à l'encontre des arbitrages décrétés par ces comités serait une marque de néo-colonialisme. La « société civile sud-soudanaise » serait en droit de sacrifier une partie des siens

cier. Les acteurs de l'aide portent une lourde responsabilité dans ce dévoiement. C'est à eux qu'incombe la responsabilité première de mettre leurs actes en conformité avec les principes qu'ils revendiquent.

Marc LAVERGNE et Fabrice WEISSMAN

### Références bibliographiques

- African Rights, *Food and Power in Sudan. A Critique of Humanitarianism*, Londres, African Rights, 1997.
- Épicentre, V. Brown *et al.*, « Violence in Southern Sudan », *The Lancet*, vol. 359, 12 janvier 2002, p. 161 ; H. Creusvaux *et al.*, « Famine in Southern Sudan », *The Lancet*, vol. 354, 4 septembre 1999, p. 832.
- S. Jaspard, *Targetting and Distribution of Food Aid in SPLA Controlled Areas of South Sudan*, Nairobi, World Food Program, 1999.
- M. Lavergne (dir.), *Le Soudan contemporain*, Paris, Karthala, 1989.
- M. Lavergne et R. Marchal (dir.), « Le Soudan contemporain, l'échec d'une expérience islamiste ? », *Politique africaine*, n° 66, juin 1997.
- R. Marchal, « Le facteur soudanais, avant et après », *Critique internationale*, n° 17, octobre 2002, p. 44-51.
- Médecins sans frontières, *La Famine au Sud-Soudan et le fonctionnement du système de l'aide : un premier bilan*, Paris, MSF, 1999.